



# LE REGAIN

## de Roubaix - Tourcoing



**ABONNEMENTS**

Trois mois	5 fr. 50
Six mois	10 fr. 00
Un an	18 fr. 00

Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.

**RÉDACTION ET ADMINISTRATION**  
ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Desurmont, 12. TOURCOING  
Adresser les manuscrits au Rédacteur en chef, à ROUBAIX

**ANNONCES**

A ROUBAIX, 93, Grande-Rue.  
A TOURCOING, 12, Rue Desurmont.  
A LILLE, 28, Rue de Vives.

# EMPOISONNEMENT DE QUATRE-VINGT-SEPT SOLDATS A DOUAI

## Le Ministère en minorité. — L'Affaire Grand-Devernay devant la Cour d'Appel

### BULLETIN DU JOUR

Diplomatie de M. Hanotaux

Le pétard tiré... dans l'eau de la cascade du bois de Boulogne n'ayant pas réussi à faire diversion aux préoccupations de l'heure actuelle, on continue à se demander s'en sont les affaires d'Orient. Il paraît que ça ne va pas du tout. La diplomatie, qui devait amener le Sultan à la composition, est plus loin que jamais, semble-t-il, d'atteindre le but désiré. On dit que les Turcs s'installent en Thessalie, comme s'ils n'en devaient plus sortir, et que le Sultan se moque tout simplement de Messieurs les diplomates. Pendant ce temps, il mobilise des troupes en Asie-Mineure et concentre des forces considérables sur les frontières des États danubiens.

Que se passe-t-il donc ? Sommes nous à la veille, non pas seulement d'une reprise d'hostilités avec la Grèce mais d'une guerre avec les États balkaniques ? Des gens qui ne font pas partie de l'entourage de M. Hanotaux et, sont par conséquent bien informés, prétendent qu'il suffirait d'une étincelle pour mettre, avant peu, le feu aux poudres en Bulgarie et en Serbie. Si cette éventualité se réalise, un conflit européen s'ouvrira fatalement.

La Turquie à l'Allemagne derrière elle ; personne ne l'ignore, sauf peut-être M. Hanotaux. D'autre part, l'Angleterre ni la Russie ne peuvent contenir au-delà du membre de la Grèce. La France, qui, hier, cherchait à se rapprocher de l'Allemagne, sous les auspices de la Russie, se trouve maintenant ramenée dans l'orbite de l'Angleterre, et c'est toujours au marchand à la remorque de la Russie qu'elle accomplit cette nouvelle évolution.

Depuis quelque temps, il n'apparaît guère que la politique russe remporte de nombreux succès, mais il n'importe : si la guerre éclate en Europe, la France sera inévitablement engagée dans le conflit et le coup toutes les difficultés intérieures seront applanies. Cette diversion à l'extérieur sera la triomphe de la politique de M. Hanotaux.

Si cette politique vient à nous coûter la Champagne et la Franche-Comté, qu'importe encore ! Prêcher plutôt la France que le parti opportuniste (c'est-à-dire M. Hanotaux) est le plus bel ornement !

Le parti des réformes aura vécu et le privilège de la Banque étant renouvelé, on pourra faire de grandes choses... proclamer roi de France M. Rothschild, par exemple.

Quoi qu'il arrive, cette solution ne s'impose-t-elle pas, d'ailleurs, logiquement dans un avenir plus ou moins prochain ?

**LA SUSPENSION DU MAIRE DE NARBONNE**  
Paris, 15 juin.

Le ministre de réaction Méline-Barthou continue à frapper sans pitié les municipalités socialistes. Après Roubaix, après Carmaux et Albi, voici Narbonne.

Narbonne était administrée depuis de nombreuses années de par l'un des meilleurs militants de notre parti, le docteur Ferroul, secondé lui-même par d'autres et dévoués collaborateurs. La gestion des socialistes avait été à tel point irréprochable et favorable à la prospérité matérielle de la ville que son assise s'était vu reculer haut la main aux dernières élections générales.

Mais qu'importent aux réactionnaires qui nous gouvernent les votes et le vote d'une population. Sur les ordres venus sans doute du ministère de l'Intérieur, le Conseil d'Etat a annulé l'élection de nos camarades.

Justement indigné, le Conseil a répondu à cette provocation par un appel aux électeurs, affiché sur les murs de la ville. Dans cet appel, il n'est pas moins fait davantage pour le préfet sévère à nouveau et révoqué Ferroul et ses deux adjoints de leurs fonctions. Jusqu'à nouvel ordre Narbonne, sera administrée par un sous-ordre de la préfecture.

Heureusement les gradés du cabinet ne peuvent supprimer le suffrage universel. Dans quelques semaines les électeurs narbonnais auront la parole et voteront Ferroul et ses collaborateurs.

**MORT DE LA MÈRE DE M. PELLETAN**  
Paris, 15 juin.

Notre ami Camille Pelletan, député des Pyrénées-Rhône, vient d'avoir le douleur de perdre sa mère, qui était, on le sait, la veuve d'Eugène Pelletan, membre du gouvernement de la Défense nationale, mort sénateur.

Nous adressons à notre ami, en cette triste circonstance, l'expression de nos plus sincères condoléances.

Les obsèques de Mme veuve Eugène Pelletan auront lieu demain mercredi à midi.

On se réunira au domicile mortuaire, 1, rue Sainte-Beuve.

**ENCORE LES MINISTRES A LA MESSÉ**  
Paris, 15 juin.

Le gouvernement a assisté encore à deux messes hier.

A la Madeleine, on prêtait pour le repos de l'âme de M. Jaurès dans la nuit du 14 au 15, à 11 heures. M. Méline, président du conseil, M. Barthou, ministre de l'Intérieur, et M. Rambaud, ministre de l'Instruction publique, s'étaient fait représenter.

A Sainte-Clotilde était célébré un service funèbre en mémoire de M. Pellé, ancien représentant de la France au Siam.

Étaient présents MM. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, et André Lebou, ministre des colonies.

**ÉTRANGER**

**LA SITUATION POLITIQUE EN ALLEMAGNE**  
Berlin, 15 juin.

Le brusque retour de M. Miquel, interrompant une cure à Wiesbaden, est très commenté. On croit qu'il s'agit d'importantes remaniements ministériels. M. Miquel, aussitôt arrivé, a conféré pendant presque deux heures avec le prince de Hohenlohe.

Le *Tagblatt* enregistre le bruit suivant lequel M. Miquel deviendrait chancelier ; il ajoute qu'il a donné des gages suffisants aux partis réactionnaires. Il paraît que M. Miquel aurait vendu sa maison de Francfort.

Le congrès socialiste sera avancé au début de septembre, à Hambourg, afin de décider si les socialistes doivent participer aux élections du Landtag.

**UNE MINE EN FEU. — HUIT BLESSÉS**  
Zwickau (Saxe), 15 juin.

La mine de Oberheiderhof est en flammes par suite de l'explosion d'une chaudière à vapeur comprimée.

Le bâtiment des machines et le lavage sont perdus.

Le manque d'eau a permis au feu de s'étendre et fait craindre l'embrasement de toute la mine. Jusqu'ici, huit ouvriers ont été trouvés blessés, quelques-uns grièvement. On croit qu'une jeune fille a été brûlée dans le lavage.

**LE CONFLIT ENTRE LA GRÈCE ET LA TURQUIE**  
Londres, 15 juin.

Le correspondant du *Daily Telegraph* à Vienne est informé de source officielle que les difficultés qui existaient entre la Grèce et la Turquie ont été applanies.

Il en est de même au sujet de la rectification de frontières.

— On télégraphie de Vienne au *Times* : « L'opinion générale est que la Turquie est décidée à évacuer la Thessalie ».

Constantinople, 15 juin.

Une réunion des ambassadeurs a précédé la cinquième conférence qui a eu lieu aujourd'hui en vue de la conclusion de la paix. On se connaît son contenu les résultats de cette conférence.

**LE PSEUDO-ATTENTAT CONTRE FÉLIXQUE**  
Paris, 15 juin.

Les journaux ministériels annoncent solennellement que le président de la République a reçu un certain nombre de télégrammes de félicitations des souverains étrangers, et que les ambassadeurs et ministres plénipotentiaires, des sénateurs et des députés se sont inscrits sur les registres déposés chez le concierge de l'Élysée.

De Rome, on télégraphie que les ministres, MM. Visconti Venosta et Pelloux, accompagnés de M. Bonis, sont allés exprimer à M. Billot les compliments du gouvernement.

De son côté, M. di Rudini, qui est à Naples avec le roi, a fait une démarche semblable.

Les ambassadeurs et les autres membres du corps diplomatique vont au palais féliciter l'ambassadeur de France.

Toutes ces démarches, étant donné qu'il ne s'agit que d'une éblague infectée, ainsi que l'a déclaré le préfet Lépine, sont du dernier grotesque.

Finissons-nous, avec le pétard, par cette citation d'un passage de l'histoire de Rochefort, dans l'*Intransigeant* :

« Pourquoi est-ce que le président se

**INFORMATIONS**  
(Par Services Spéciaux)

**INTÉRIEUR**

**REUNION DU CONSEIL DES MINISTRES**  
Paris, 15 juin.

Les ministres se sont réunis, ce matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Félix Faure :

— M. Hanotaux a entretenu le Conseil des pourparlers qui se poursuivent à Constantinople en vue de la conclusion de la paix.

Il a tenu également le Conseil au courant des propositions relatives à l'organisation de l'administration autonome de la Crète.

— M. Méline a entretenu ses collègues des dégâts causés dans l'Inde et dans d'autres régions par les récentes inondations, ainsi que des dommages résultant de la gelée.

Des crédits spéciaux seront demandés au Parlement pour venir en aide aux victimes de ces sinistres.

— M. Barthou a rendu compte de la première séance du Congrès national de l'assistance publique, qu'il a présidée hier à Rouen.

— Enfin M. Turrel a fait connaître la situation à la Grand-Combe, où les ouvriers ont décidé de reprendre le travail.

**LE PSEUDO-ATTENTAT CONTRE FÉLIXQUE**  
Paris, 15 juin.

Les journaux ministériels annoncent solennellement que le président de la République a reçu un certain nombre de télégrammes de félicitations des souverains étrangers, et que les ambassadeurs et ministres plénipotentiaires, des sénateurs et des députés se sont inscrits sur les registres déposés chez le concierge de l'Élysée.

De Rome, on télégraphie que les ministres, MM. Visconti Venosta et Pelloux, accompagnés de M. Bonis, sont allés exprimer à M. Billot les compliments du gouvernement.

De son côté, M. di Rudini, qui est à Naples avec le roi, a fait une démarche semblable.

Les ambassadeurs et les autres membres du corps diplomatique vont au palais féliciter l'ambassadeur de France.

Toutes ces démarches, étant donné qu'il ne s'agit que d'une éblague infectée, ainsi que l'a déclaré le préfet Lépine, sont du dernier grotesque.

Finissons-nous, avec le pétard, par cette citation d'un passage de l'histoire de Rochefort, dans l'*Intransigeant* :

« Pourquoi est-ce que le président se

**ANARCHISME & COLLECTIVISME**

La conférence de Louise Michel et de M. Sébastien Faure à Lille, leurs voyages à Roubaix et à Tourcoing et les basses habiletés de certains partis autour de cette tournée anarcho-capitaliste ont mis l'anarchisme au premier rang de l'actualité régionale.

Il est trois sortes d'anarchisme : l'anarchisme policier, l'anarchisme politique et l'anarchisme philosophique ou doctrinaire.

L'anarchisme policier inventé par M. Anarchie, préfet de police, fut dénoncé par M. Andrieux, ancien préfet de police, dans ses « Mémoires ». Il est comme un adjuvant nécessaire à la domination bourgeoise contre le socialisme grandissant. C'est l'anarchisme de la bombe inoffensive, — telle la bombe de la Cascade, ces jours derniers, lors du Grand-Prix.

L'anarchisme politique procède du précédent. Il combat le Suffrage Universel. On l'emploie pour fomenter une opposition de gauche contre le socialisme révolutionnaire qui, au nombre de ses moyens, compte la conquête des pouvoirs publics par le bulletin de vote.

M. Lauranceau, préfet du Nord, est parvenu à l'extrême point du maintien de cette « bombe morale ». Il en a usé dans la Somme, — à Amiens, à Villers Bretonneux, à Corbie, — et sa nomination au poste de préfet du Nord par M. Jaurès, sera sans doute le résultat de sa démission de la dextérité qu'il a mise à dénaturer le sentiment révolutionnaire. On a espéré aussi, en haut lieu, qu'il déploierait un zèle aussi fécond dans le Nord que dans la Somme. Nous avouons, à sa louange que jamais nous n'avions entendu autant parler d'anarchisme que depuis sa venue parmi nous.

L'Écho du Nord, paraît-il, les confidences de la préfecture, comédie humaine que cette doctrine groupe de nombreux adeptes !

Le but poursuivi par nos adversaires saute aux yeux : on veut créer un courant électoral abstentionniste, l'anarchisme politique préchant le mépris du Suffrage Universel, c'est à dire livrant les pouvoirs publics — municipaux, départementaux, législatifs, — à la seule bourgeoisie.

Heureusement la mèche est depuis longtemps éteinte et le pétard soi-disant anarchiste que M. Lauranceau a apporté dans sa valise fera aussi long feu que celui de la Cascade... Les travailleurs du Nord sont de trop vieux routiers de la politique pour se laisser prendre à d'aussi grosses malices. Ils savent que si l'action électorale ne peut être envisagée comme le facteur unique de la Révolution qu'ils appellent de tous leurs vœux, il en est cependant un des moyens importants.

Par l'action électorale, en effet, le Socialisme a fait l'éducation de ses troupes et recruté de nouveaux soldats ; entraver cette agitation féconde que nous nommons des institutions bourgeoises favorise, est un crime de lèse-proletariat dont les anarchistes à la Lauranceau sont seuls capables.

Reste l'anarchisme philosophique que nous examinerons imparialement tout à l'heure car « comprendre » est notre premier devoir.

Comme on vient de le voir, les manifestations de l'anarchisme sont multiples et contradictoires et cela s'explique dans une doctrine qui va de Bakounine à Ravachol.

L'anarchisme philosophique — le seul en somme qui mérite qu'on s'y arrête — procède d'un principe : c'est que l'individu humain a seul une valeur absolue. L'individualité humaine est à elle-même son but, sa règle et sa loi. De la comme conséquence sociale, le droit de l'individu à la pleine liberté, à la vie complète et expansive, à la satisfaction intégrale de tous les besoins.

Voilà qui paraît simple et qui, à certains égards même, est noble et vrai et pourrait expliquer ce cri du cœur échappé à la *Dépêche* et réédité hier par le *Progress* : « L'anarchisme se séduisant infiniment plus que le Socialisme ».

Mais une difficulté surgit : cette difficulté absolue du développement humain, doit-on la réclamer seulement pour soi ou pour tous ? Dans le premier cas ce serait l'affirmation d'un monstrueux égoïsme, l'oppression du faible par le fort, telle qu'elle se pratique aujourd'hui sous la loi suprême de « laisser faire, laisser passer ».

Bakounine et Krupotkine repoussent absolument cette doctrine. Ils la taisent à M. Leroy-Beaulieu et à M. Yves Guyot.

Comment obtenir alors que le déve-

### ANARCHISME & COLLECTIVISME

loppement libre de toutes les individualités humaines se produise sans qu'il y ait entre elles choc ? Cela n'est pas possible dans la société actuelle où tous les intérêts sont antagonistes. Il faut donc renverser cette société et instituer une société nouvelle où les intérêts seront solitaires et si naturellement harmoniques que tout individu en se développant selon ses inclinations sera sûr de respecter la liberté des autres.

Il est bien clair, en effet, que pour que chaque individu soit absolument libre, il ne dépende pas d'un autre individu. Il faut dès lors que les moyens de production soient la propriété commune et qu'ils soient mis par la communauté à la disposition des individus. Or, c'est là le collectivisme. Mais cela ne suffit point pour les théoriciens anarchistes qui veulent que le travail ait une liberté que l'homme ne travaille plus pour subsister mais, librement, à son heure, pour exercer ses facultés. C'est le rêve formulé par Schiller, mais ce n'est qu'un rêve.

Voilà, brièvement, la conception philosophique et sociale de l'anarchisme. Son caractère utopique est évident.

Que demandons-nous, en regard, nous autres collectivistes ?

— L'abolition de la propriété individuelle de production. Or, cette abolition n'est possible. Nos adversaires n'en contestent pas la réalisation s'ils nous objectent qu'un tel état de choses serait ruineux, oppressif et funeste... Pour atteindre ce but nous préconisons l'organisation que les anarchistes combattent par le plus enfantin des contradictions, car le socialisme, en groupant le prolétariat, lui donne peu à peu la force de créer un ordre social nouveau.

C'est à déloger, à préparer, à fortifier les éléments prolétaires que doit s'appliquer l'action humaine.

L'organisation capitaliste en se développant travaille d'ailleurs à sa propre ruine, car elle prépare l'union des prolétaires souffrants et spoliés, malgré toutes les dérivations anarchistes et bourgeoises.

Nous avons écrit naguère dans une polémique avec le *Progress*, que la société de demain procéderait de la société actuelle comme le fils procède du père — car cette dernière contient en germe, les forces d'avenir qui la remplaceront, pour détruire le régime capitaliste, point est besoin de se rejeter vers le passé, pratiquer de nouveau par un instinct rétrograde le mépris de la vie humaine mais, au contraire, organiser la solidarité grandissante des travailleurs.

Aussi, quand nous, socialistes, nous reprochons les motifs humains — l'individu — s'affaissant par le crime, nous ne faisons pas, comme nous en accusent de perdides adversaires, de riches concessions à la conscience commune ; nous sommes simplement logiques avec nos idées.

G. SIAUVE-EVAUZY.

**EMPOISONNEMENTS DE 87 SOLDATS**

**Nourriture de soldats. — Les Pommes de terre. — Les responsabilités.**

Le public se rappelle encore les tristesses événements survenus au 72<sup>e</sup> de ligne, en garnison à Abbeville, où, faute de surveillance, 87 soldats ont trouvé la mort en mangeant du vesu mort-né.

La presse, s'étant emparée de l'affaire, la magistrature a dû faire son devoir et condamner le boucher, coupable d'empoisonnement volontaire.

A la suite de ce très grave accident des instructions sévères sont arrivées dans le service sanitaire ; mais il faut dans l'armée que les accidents se renouvelent pour que le service sanitaire daigne examiner les denrées si mentales.

On peut appeler ce système, la méthode expérimentale qui est bonne, vraie en la matière, mais qui, appliquée à la troupe constitue un crime contre la nation.

Nous revenons de Douai pour mener une enquête sur les faits graves qui nous étaient rapportés.

Nous avions espéré que les renseignements étaient exacts, étaient surtout imputables aux liaisons du dimanche. Malheureusement il y a, là-bas, dans la caserne d'Abbeville, 87 soldats appartenant à la compagnie des ouvriers qui, depuis la nuit de dimanche, se trouvent empoisonnés.

**LE PARLEMENT**

**CHAMBRE DES DÉPUTÉS**

**AVANT LA SÉANCE**  
Paris, 15 juin.

Peu d'animation dans les couloirs. La Chambre va reprendre la discussion sur le renouvellement du privilège de la Banque de France, mais ces débats n'offrent plus d'intérêt ; la majorité paraissant décidée à accepter sans modification le projet du gouvernement qui livre la Banque à la coalition internationale des loupes-cerviers de la finance de tous les pays.

**L'instruction criminelle**

La commission qui, à la Chambre, est chargée d'étudier la révision du code d'instruction criminelle, s'est réunie hier pour examiner la proposition de M. Constant Ricquement votée au Sénat.

Bien que cette proposition soit moins étendue que la réforme élaborée par la commission et rapportée par M. Boyer-Lapierre, il a été décidé qu'il conviendrait d'adopter telle quelle, afin d'assurer la réalisation de la réforme dans ce qu'elle a d'essentiel. Par conséquent, un rapport sera rédigé concurremment et simplement à l'adoption du texte du Sénat.

Dans une prochaine séance, le garde des sceaux sera entendu par la commission.

**Droits sur les houilles**

Bauby va déposer un projet tendant à frapper les houilles étrangères (terres ou carbonisées) d'un droit de 0,30 par 100 kilos (voie de terre) et de 0,50 par 100 kilos (voie de mer).

**LA SÉANCE**  
Présidence de M. Volcarré, vice-président.

La séance s'ouvre à 3 h.

Un valide d'abord l'élection de MM. Barron et Durieux à Aix et à Lannion.

La Chambre adopte un projet tendant à autoriser les départements de la Seine et du Jura à contracter des emprunts.

**LA BANQUE DE FRANCE**

On reprend la discussion du projet sur le renouvellement du privilège de la Banque de France.

M. Gauthier de Clagny développe une proposition additionnelle à l'article 2. Il demande, dit-il, que les fonctions de gouverneur de la Banque de France soient incompatibles avec le mandat parlementaire.

En 1870, une proposition semblable, présentée par M. David, fut prise en considération par 450 voix. Le gouvernement va nous répondre qu'il faut attendre la discussion des propositions sur les incompatibilités mais la question est mûre et doit être résolue sans tarder. Il importe, dès à présent, de choisir entre le maintien du cumul et sa condamnation (l'avis applaudit) sur un grand nombre de bancs.

M. Maurice Lebon rapporteur. — Je demande le renvoi de l'amendement à la commission chargée du projet sur les incompatibilités. (Violentes réclamations à gauche.)

M. Marcel Lambert. — Si on ne discute pas cette question maintenant, je me demande quand on la discutera. L'opinion de la Chambre et du pays est faite. On ne veut pas de cumul, on ne veut pas qu'un homme puisse être à la fois le contrôleur et le contrôlé. Pourquoi attendre à demain ?

M. Lebon. — Le gouvernement va interdire à la Chambre de modifier le traité qu'il lui apporte. La Chambre ne sacrifiera pas ses convictions à la volonté ministérielle.

M. Coehery combat l'amendement car, dit-il, il faut donner au gouverneur le plus d'autorité possible. (Exclamations vives et bruit à gauche.)

M. Bricevard. — Il n'y a aucune question de personne en jeu, mais une question de principe. Je demande à la Chambre de ratifier le vote de 1890.

L'agitation de la Chambre est extrême. M. Coehery, qui intervient de nouveau, est interrompu par les clamours de la gauche.

M. Maurice Lebon insiste contre le renvoi à la commission de l'amendement Gauthier de Clagny.

**ÉCHEC AU MINISTÈRE**

Le vote donne lieu à un pointage. Après une suspension de quelques minutes, le résultat du vote est proclamé.

Par 277 voix contre 246, le renvoi à la commission est repoussé.

L'amendement de M. Gauthier de Clagny est ensuite adopté par 383 voix contre 236. (Applaudissements à gauche.)

**Amendement Rouanet**

Rouanet propose l'amendement suivant : « Les fonctions de sous-gouverneur et de censeurs sont incompatibles avec l'exercice du mandat législatif. L'art. 10 est ainsi modifié : « Le gouverneur de la Banque de France est nommé par le Président de la République sur proposition du conseil d'administration de la Banque de France. »

M. Lebon se fait honneur d'être commenté et régent ; si la Chambre vote l'amendement, il renoncera son mandat de député pour conserver celui de régent. M. Coehery demande à la Chambre d'écarter l'amendement.

**TIRAGES FINANCIERS DU 15 JUIN**

**VILLE DE PARIS (1895)**

Le numéro 497,665 gagne 150,000 fr.  
Le numéro 478,112 gagne 50,000 fr.  
Les numéros 198,588 — 223,181 — 116,152 — 307,744 gagnent chacun 10,000 fr.  
Les numéros 158,650 — 187,780 — 481,440 — 58,246 — 589,948 gagnent chacun 5,000 francs.  
Les numéros 593,797 — 300,024 — 271,310 — 367,905 — 14,330 — 81,913 — 541,365 — 203,388 — 72,914 — 504,609 gagnent chacun 2,000 fr.

**CANAL DE PANAMA**  
Bons à lots

Le numéro 1,237,713 gagne 250,000 fr.  
Le numéro 1,776,313 gagne 100,000 fr.  
Les numéros 697,073 — 826,651 gagnent chacun 10,000 fr.  
Les numéros 1,934,702 — 1,838,432 gagnent chacun 5,000 francs.

**OBLIGATIONS 3 0/0 DE SUEZ**

Le numéro 26,086 gagne 150,000 francs.  
Les deux numéros suivants gagnent chacun 25,000 francs : 316,716 — 158,824.  
Les deux numéros suivants gagnent chacun 5,000 francs : 173,962 — 304,940.  
Les vingt numéros suivants gagnent chacun 2,000 francs : 64,925 — 28,611 — 76,750 — 103,173 — 165,637 — 3,949 — 62,906 — 452,087 — 261,234 — 326,943 — 41,197 — 216,593 — 238,307 — 228,331 — 34,601 — 302,462 — 351,580 — 155,231 — 33,466 — 181,429.

**SINISTRE MARITIME**  
Londres, 15 juin.

Une dépêche de Colombo au Lloyd annonce que le vapeur *Vesletta* rapporte que le steamer *Sultan-de-Djeddah*, qui faisait route pour Calcutta, a coulé près Socotra. Les détails manquent. On craint que d'ambreuses personnes ne soient noyées.